

Comprendre le Projet de Constitution

Petit Guide de Vulgarisation

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	3
INTRODUCTION PÉDAGOGIQUE.....	5
I. Vocation du guide	5
II. Démarche méthodologique	5
III. Contenu du guide en questions	6
Fiche Technique : Pour une animation réussie.....	8
LE PROJET DE CONSTITUTION.....	9
I. Les dispositions générales.....	9
1.1. La Constitution	9
1.2. Configuration de la République Démocratique du Congo	9
1.2.1. <i>La Forme de l'Etat</i>	11
1.2.2. <i>La souveraineté</i>	12
1.2.3. <i>Le pluralisme politique</i>	12
1.2.4. <i>la nationalité</i>	13
II. Les droits humains, les libertés fondamentales et les devoirs du	
citoyen	14
2.1. Droits civils et politiques	14
2.2. Droits économiques, sociaux et culturels	16
2.3. Droits collectifs	17
2.4. Devoirs du citoyen	18
2.5. Devoirs de l'Etat.....	19
III. L'organisation et l'exercice du pouvoir	21
3.1. Le Président de la République	22
3.2. Le Gouvernement	23
3.3. Le Parlement	24
3.3.1. <i>L'Assemblée nationale</i>	24
3.3.2. <i>Le Sénat</i>	25
3.3.3. <i>Rapports entre le Législatif et l'Exécutif</i>	26
3.4. Le pouvoir judiciaire	27
3.5. Les finances publiques	29
3.5.1. <i>La Banque Centrale</i>	30
3.5.2. <i>La Cour des comptes</i>	31
3.5.3. <i>La Caisse nationale de péréquation</i>	31
3.6. La Police nationale et les Forces armées	31
3.6.1. <i>La Police nationale</i>	31

3.6.2. <i>Les Forces armées</i>	32
3.7. Les provinces.....	33
3.7.1. <i>L'Assemblée provinciale</i>	34
3.7.2. <i>Le Gouvernement provincial</i>	34
3.7.3. <i>La Conférence des Gouverneurs des provinces</i> ..	34
3.7.4. <i>La répartition des pouvoirs entre le pouvoir central et les provinces</i>	35
IV. Le Conseil Economique et Social	37
V. Les institutions d'appui à la démocratie	38
VI. La révision constitutionnelle	39
VII. Les dispositions transitoires	41
ANNEXE	42
Schéma 1 : Mise en place des pouvoirs élus	42
Schéma 2 : Le pouvoir provincial	43
Schéma 3 : Les Lois	44
LEXIQUE	45

PREFACE

Le référendum Constitutionnel est un passage obligé de la transition en cours vers une République véritablement Démocratique au Congo. Le projet de Constitution qui constitue son fondement a été préparé et approuvé par les deux chambres du Parlement. Il détermine les grands principes sur lesquels reposeront l'Etat de Droit ainsi que le fonctionnement harmonieux des institutions. Cette loi fondamentale règle la vie quotidienne des citoyens en ce que toutes les lois à venir devront s'accorder avec son esprit et sa lettre.

La Constitution détermine de manière claire et précise le mode de fonctionnement d'une nouvelle démocratie en République Démocratique du Congo. Il est donc impératif que le peuple congolais soit au courant du contenu du projet de Constitution afin d'être amené à opérer un choix conséquent sur ce qui lui est proposé comme projet de société par les partis politiques et autres acteurs politiques.

C'est pour répondre à cet impératif que la Commission Electorale Indépendante (CEI) met à la disposition de la population l'ouvrage intitulé «Comprendre le Projet de Constitution : Petit Guide de Vulgarisation ». Ce précieux document a été conçu par un groupe d'experts nationaux de la CEI, du Parlement et de la Haute Autorité des Médias assistés d'experts internationaux. Sa vocation principale est de rendre le projet de Constitution accessible à tous en « traduisant » dans un langage simplifié, les grandes lignes de ce texte juridique.

Cette brochure a été tirée en 500 000 exemplaires en français et dans les quatre langues nationales afin d'assurer son accessibilité sur tout le territoire national. Elle est aussi disponible sur le site Internet de la CEI sur : www.cei-rdc.org.

Le Petit Guide de Vulgarisation peut être tout simplement lu, mais aussi utilisé comme outil pédagogique par ceux qui souhaitent faire des séances de sensibilisation sur le contenu du projet de Constitution.

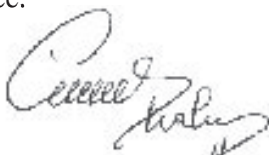
En plus du texte principal, l'ouvrage contient une introduction pédagogique et un lexique. Trois schémas ont été insérés en annexe en vue de faire mieux comprendre les éléments relatifs à l'organisation et à l'exercice du pouvoir. Aussi, pour rendre le texte plus attractif et digestible, différents chapitres ont-ils été illustrés.

Nous remercions nos partenaires nationaux et internationaux pour le soutien apporté à la réalisation de cette œuvre qui facilitera l'accès des Congolais aux valeurs fondamentales d'une démocratie républicaine pour la République Démocratique du Congo.

Il s'agit de la Coopération Belge, du Bureau des initiatives de transition (OTI), de l'USAID, de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), de l'Electoral Institute of South Africa (EISA), de la Maison des Elections (GTZ), de la Délégation de la Commission Européenne, de l'International Foundation for Election Systems (l'IFES) et du groupe Lokole (SFCG) .

Le secrétariat technique a été assuré par le projet Appui aux Institutions de Transition (AIT) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en étroite collaboration avec le projet Appui au Processus Electoral (APEC), la division électorale et la division Etat de droit de la MONUC.

A tous et à chacun, nous souhaitons que cet ouvrage soit réellement un guide lors du référendum Constitutionnel que la République Démocratique du Congo s'apprête à organiser pour la troisième fois depuis son indépendance.



Abbé Apollinaire MUHOLONGU MALUMALU
Président de la Commission Electorale Indépendante

Octobre 2005

INTRODUCTION PÉDAGOGIQUE

I. VOCATION DU GUIDE

Le guide a été conçu pour faciliter la compréhension du projet de Constitution et le rendre accessible à tous les Congolais. Il a une double vocation. D'une part, il est destiné à circuler dans la population pour être lu et d'autre part, c'est un outil pédagogique pour les animateurs voulant faire des séances de sensibilisation sur le contenu du projet de Constitution.

II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le texte a été organisé de manière à ce que l'animateur n'ait pas nécessairement besoin d'être formé pour utiliser cet outil. Il lui suffit simplement de bien se familiariser avec le contenu du guide avant de l'utiliser comme support de ses animations sur la Constitution, et ensuite, suivre l'ordre logique du texte.

Afin de faciliter la compréhension du projet de Constitution, le guide utilise un système de question/réponse. Les questions qui figurent dans le guide sont des questions élémentaires qui pourraient être posées par n'importe quel citoyen afin d'en savoir plus sur le projet qui lui est proposé. Certaines réponses sont explicatives (la plupart du temps afin d'expliquer la signification de mots techniques), d'autres reprennent et/ou condensent les articles de manière simplifiée.

L'organisation du texte en question/réponse favorise aussi une stratégie participative de sensibilisation. L'animateur peut utiliser les questions afin de faire parler les participants sur les thèmes abordés. En partant de ce qu'ils connaissent déjà sur la Constitution, l'animateur peut les amener à découvrir de nouvelles notions.

Il est aussi prévu que la séance de sensibilisation utilise des supports visuels afin d'aider les participants à se faire une idée précise des concepts dans le projet de Constitution. Certains points ont été illustrés dans le guide pour le rendre plus digestible et attractif aux

participants. De même que les questions, ces images ont pour objectif de faciliter la participation du public. Par exemple, les illustrations et leur interprétation par les participants peuvent permettre d'introduire des thèmes et ainsi provoquer un intérêt immédiat.

L'affiche sur la Constitution est un bon outil additionnel à utiliser pendant la séance et peut servir de support visuel central car elle illustre un certain nombre de points du projet de Constitution.

Enfin, trois schémas en annexe ainsi qu'un lexique, se trouvent à la fin du guide afin d'aider l'animateur dans certaines de ses explications pendant les séances de sensibilisation.

III. CONTENU DU GUIDE EN QUESTIONS

Qu'est-ce qu'une Constitution ?	9
Que contient la Constitution ?.....	9
Comment la République Démocratique du Congo est-elle constituée ?.....	9
A partir de quel moment les nouvelles provinces seront-elles opérationnelles ?	10
En attendant cette nouvelle configuration administrative, comment le pays va-t-il fonctionner ?.....	11
Quelle est la forme de l'Etat définie dans le projet de Constitution de la République Démocratique du Congo ?	11
Qu'est-ce que la souveraineté ?	12
Le projet de Constitution consacre-t-il le pluralisme politique ?	12
Quel est le rôle des partis politiques ?	12
Comment ces partis politiques vont-ils se financer ?.....	12
Peut-on revenir à l'ancien système de parti unique (Parti-Etat) ?	12
Qu'est-ce que la nationalité ?.....	13
Comment le projet de Constitution conçoit-il la nationalité ?	13
Qui est Congolais d'origine ?	13
Qui est citoyen congolais ?	14
Quels sont les droits et libertés consacrés par la Constitution ?	14
Quels sont les devoirs de l'Etat vis-à-vis des citoyens ?	19
Le projet de Constitution apporte-t-il un changement majeur dans le mode de gouverner le pays ?.....	21
Par ce système de séparation de pouvoir, le Président de la République n'est-il pas dépouillé de toutes ses prérogatives ?	21
Quelles sont les institutions de la République ?.....	21

Quels sont les attributs du Président de la République?	22
Quels sont les pouvoirs du Président de la République ?	22
Comment le Président de la République est-il élu ?	23
Quelle est la mission du Gouvernement ?.....	23
Qu'est-ce que le Parlement ?	24
Quelles sont les chambres qui composent le Parlement ?.....	24
Quelles sont les attributions du Parlement ?.....	26
Sur quels points s'établissent les rapports entre le Législatif et l'Exécutif ?..	26
En quoi le pouvoir judiciaire tel que prévu dans ce projet de Constitution est-il différent de ce qui existe jusqu'à ce jour?	27
En quoi se traduit l'indépendance de la magistrature ?	28
Quelles sont les attributions de ces nouvelles cours ?	28
Comment les finances publiques seront-elles gérées, dans le cadre de l'auto- nomie de gestion accordée aux provinces ?.....	29
Quelle est l'unité monétaire de la République Démocratique du Congo ?..	29
Quelles sont les missions et les attributions de la Banque Centrale ?	30
Quelle est la mission principale de la Cour des comptes ?.....	31
De qui dépend la Cour des comptes ?.....	31
Quelle est la mission de la Caisse nationale de péréquation ?.....	31
Quelle est la caractéristique des provinces ?.....	33
Quelles sont les institutions des provinces ?.....	34
Qui composent le Gouvernement provincial ?.....	34
Quelle est la mission de la conférence des gouverneurs des provinces ? .	34
Dans la perspective de la libre administration, quelles sont les compétences du pouvoir central, des provinces et du domaine de collaboration ?	35
Qu'est-ce que le Conseil économique et social ?.....	37
Quelle est la mission dévolue à ce Conseil ?	37
Le projet de Constitution a-t-il reconduit les cinq institutions d'appui à la démocratie ?	38
Qui a l'initiative de la révision constitutionnelle ?	39
Dans quelles circonstances la Constitution ne doit pas être révisée ?	39
Qu'est-ce que les dispositions transitoires ?	41
Quelles sont ces dispositions transitoires ?.....	41

Fiche Technique : Pour une animation réussie

AVANT

1. Bien maîtriser le contenu du guide :
-Faire plusieurs simulations préalables.
2. Planifier soigneusement l'évènement :
-Inviter essentiellement des citoyens électeurs;
-Annoncer le lieu, la date et le but de l'animation;
-S'assurer qu'il y a assez de copies du guide pour tous les participants prévus.
3. Arriver à l'avance, s'installer.
4. Commencer à l'heure prévue, mettre l'auditoire à l'aise :
-S'informer des attentes des participants;
-Annoncer les objectifs de la séance;
-Solliciter la participation de l'auditoire.

PENDANT

1. Parler clairement pour que tout l'auditoire comprenne :
-Eviter de monopoliser la parole;
-Laisser les participants s'exprimer librement dans l'ordre et la discipline.
2. Respecter l'ordre de présentation du guide :
-Maintenir le cap sur les thèmes des séquences et des modules;
-Vérifier systématiquement si l'auditoire comprend les explications;
-Savoir conclure à chaque séance et à chaque module.

APRES

1. Faire l'évaluation avec les participants :
-par rapport aux objectifs annoncés;
-par rapport à leur niveau de satisfaction.
2. Recueillir les suggestions et recommandations.
3. S'assurer que les participants ont décidé de s'engager activement dans le processus.
4. Remercier les participants.
5. Remettre au responsable la fiche d'activité dûment remplie.

Le Projet de Constitution

I. LES DISPOSITIONS GENERALES

1.1. LA CONSTITUTION

Qu'est-ce qu'une Constitution ?

- La Constitution est la loi suprême d'un pays. On l'appelle aussi la loi fondamentale parce que c'est d'elle que toutes les lois tirent leur substance.
- Aucune autre loi ne peut être contraire à la Constitution c'est-à-dire s'opposer à elle ou réduire sa portée.

Que contient la Constitution ?

La Constitution définit :

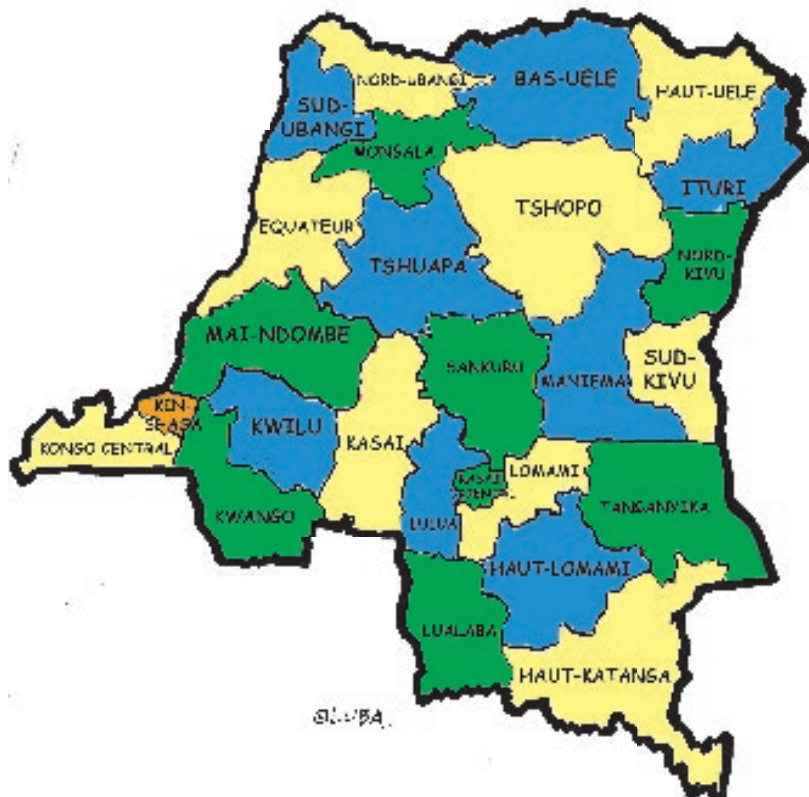
- le type de société que l'on veut organiser dans un pays ;
- les symboles qui distinguent ce pays des autres pays (nom, armoiries, drapeau...) ;
- la forme de l'Etat (unitaire ou fédéral) ;
- le régime politique (présidentiel, parlementaire ou autre) ;
- le mode de scrutins au niveau national et provincial ;
- la responsabilité et le fonctionnement de la justice et des institutions du pays.

1.2. CONFIGURATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

*Comment la République Démocratique du Congo
est-elle constituée ?*

- La République Démocratique du Congo est composée de la Ville de Kinshasa qui est la capitale et des 25 provinces dotées de la personnalité juridique, à savoir :

LE DÉCOUPAGE DES 25 PROVINCES



Bas-Uele, Equateur, Haut-Lomami, Haut-Katanga, Haut-Uele, Ituri, Kasai, Kasai-Oriental, Kongo Central, Kwango, Kwilu, Lomami, Lualaba, Lulua, Mai Ndombe, Maniema, Mongala, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Nord-Ubangi, Sankuru, Sud-Ubangi, Tanganyika, Tshopo et Tshuapa.

A partir de quel moment les nouvelles provinces seront-elles opérationnelles ?

Cette nouvelle organisation (découpage) territoriale deviendra effective dans les trente six mois (36) à compter de l'installation des institutions politiques prévues par le projet de Constitution. Cela veut dire que dans les trois (3) ans à partir de la mise en place des nouvelles institutions du pays, les nouvelles provinces seront effectives.

*En attendant cette nouvelle configuration administrative,
comment le pays va-t-il fonctionner ?*

La République Démocratique du Congo va continuer à fonctionner avec les dix provinces actuelles plus la Ville de Kinshasa.

En plus de l'Etat et des provinces, il y existe des entités territoriales décentralisées qui sont :

- la ville;
- la commune;
- le secteur;
- la chefferie.

1.2.1. LA FORME DE L'ETAT

*Quelle est la forme de l'Etat définie dans le projet de
Constitution de la République Démocratique du Congo ?*

Le projet de Constitution n'exprime pas expressément la forme de l'Etat. Cependant, il résulte du modèle d'organisation prévu dans ce projet que la République Démocratique du Congo est dans sa forme, un Etat uni et indivisible. Mais son fonctionnement est caractérisé par des mécanismes des systèmes unitaire et fédéral.

Eléments liés au système unitaire

Ce projet de Constitution consacre :

- un seul centre d'impulsion qu'est l'Etat;
- la tutelle de l'Etat sur les entités territoriales décentralisées;
- une seule police nationale;
- un seul pouvoir judiciaire hiérarchisé;
- l'investiture des Gouverneurs et Vice - Gouverneurs par le Président de la République.

Eléments liés au système fédéral

Ce projet de Constitution consacre :

- la répartition Constitutionnelle des compétences entre le pouvoir central et les provinces;

- la libre administration des provinces dotées des moyens humains, matériels et financiers distincts de ceux de l'Etat.

1.2.2. LA SOUVERAINETÉ

Qu'est-ce que la souveraineté ?

C'est le pouvoir de commandement qui appartient à la Nation représentée par le Président de la République, les députés et les sénateurs.

1.2.3. LE PLURALISME POLITIQUE

Le projet de Constitution consacre-t-il le pluralisme politique ?

Tout Congolais jouissant de ses droits civils politiques a le droit de créer un parti politique ou de s'affilier à un parti politique de son choix. Mais, ces partis politiques doivent exercer leurs activités dans le respect de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Quel est le rôle des partis politiques ?

Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, au renforcement de la conscience nationale et de l'éducation civique.

Comment ces partis politiques vont-ils se financer ?

- En plus de leurs ressources propres, les partis politiques peuvent recevoir de l'Etat une subvention pour financer leurs campagnes électorales et leurs activités.
- Les modalités de ce financement sont définies par une loi.

Peut-on revenir à l'ancien système de parti unique (Parti-Etat) ?

Non. Toute institution ou imposition d'un parti unique sur tout ou partie du territoire national est une infraction imprescriptible de haute trahison punie par la loi.

1.2.4. LA NATIONALITÉ

Qu'est-ce que la nationalité ?

La nationalité est le fait d'appartenir à un pays et d'avoir des droits et des obligations.

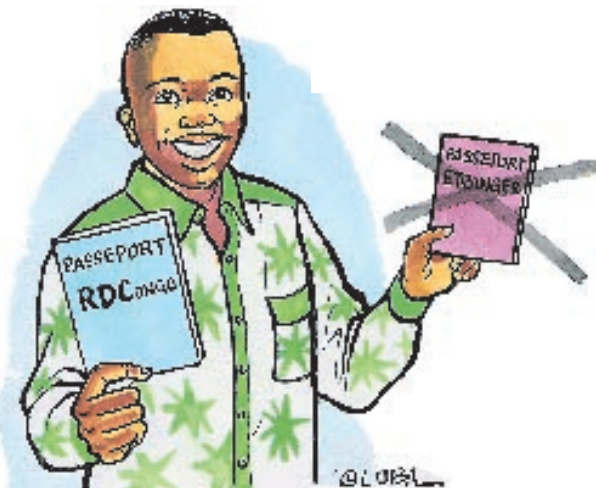
Comment le projet de Constitution conçoit-il la nationalité ?

La nationalité congolaise est une et exclusive. Cela veut dire que l'on ne peut posséder la nationalité congolaise et en même temps posséder une autre.

Qui est Congolais d'origine ?

- Est Congolais d'origine, toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et les territoires constituaient ce qui est devenu le Congo à l'indépendance.
- Les conditions de reconnaissance, d'acquisition, de perte et de recouvrement de la nationalité congolaise sont définies par une loi organique.

LA NATIONALITÉ EST UNE ET EXCLUSIVE



II. LES DROITS HUMAINS, LES LIBERTES FONDAMENTALES ET LES DEVOIRS DU CITOYEN

TOUS LES CONGOLAIS SONT ÉGAUX DEVANT LA LOI



Qui est citoyen congolais ?

Est citoyen congolais, tout national qui jouit de ses droits politiques.

Quels sont les droits et libertés consacrés par la Constitution ?

2.1. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

- tous les hommes naissent libres et égaux ;
- tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois ;
- aucun Congolais ne peut faire l'objet d'une discrimination en raison de sa religion, de son origine familiale, de sa condition sociale, de sa résidence, de ses opinions ou de ses convictions politiques, de son appartenance à une race, à une ethnie, à une tribu, à une minorité culturelle ou linguistique ;
- la femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales ;
- la personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter

et de la protéger. (Nul ne peut-être tenu en esclavage. Nul ne peut-être soumis à un traitement cruel, inhumain ou dégradant) ;

- nul ne peut-être poursuivi, arrêté, détenu ou condamné qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit ;
- la responsabilité pénale est individuelle. Nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou condamné pour fait d'autrui ;
- toute personne accusée d'infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par un jugement définitif ;
- le droit de la défense est organisé et garanti. Toute personne a le droit de se défendre elle-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix et ce, à tous les niveaux de la procédure pénale y compris l'enquête policière et l'instruction pré juridictionnelle ;
- toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ;
- toute personne a droit à la liberté d'expression ;
- toute personne a droit à l'information ;
- la liberté des réunions pacifiques et sans arme est garantie sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public et de bonnes mœurs ;
- la liberté de presse, d'information et d'émission par la radio et la télévision est garantie sous réserve de la loi ;

LES LIBERTES POLITIQUES



- la liberté de manifestation est garantie. Cependant les manifestations sur les voies publiques ou en plein air imposent aux organisateurs d'informer par écrit l'autorité administrative compétente ;
- le domicile est inviolable ;
- toute personne qui se trouve sur le territoire national a le droit d'y circuler librement, d'y fixer sa résidence, de le quitter et d'y revenir ;
- aucun Congolais ne peut être expulsé du territoire de la République, ni être contraint à l'exil, ni être forcé à habiter hors de sa résidence habituelle ;
- toute personne a droit au respect de sa vie privée ;
- tout étranger qui se trouve légalement sur le territoire national jouit de la protection accordée aux personnes et à leurs biens dans les conditions déterminées par les traités et les lois ;
- le droit d'asile est reconnu...

2.2. DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

- Droit à la propriété privée et à l'initiative privée ;
- droit à la propriété individuelle ou collective acquis conformément à la loi ou à la coutume ;
- droit au travail, à un salaire décent, à la protection contre le chômage, à la pension de retraite et à la rente viagère ;
- liberté d'association ;
- liberté syndicale et droit de grève ;
- droit de créer une famille avec la personne de son choix (de sexe opposé), droit de fournir soins et éducation à ses enfants ;
- droit de l'enfant mineur de connaître le nom de ses père et mère ;
- droit de l'enfant mineur à la protection par sa famille, par la société et par les pouvoirs publics contre tout acte de violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer ;
- droit de l'enfant d'être protégé contre la pédophilie, les abus sexuels et l'accusation de sorcellerie ;
- droit de la jeunesse d'être protégée contre toute atteinte à sa santé, à son éducation et à son développement intégral ;
- droit à l'éducation scolaire pour tous ;
- droit à la culture, liberté de création intellectuelle et artistique, de

recherche scientifique et technologique ;

- droit à la protection des droits d'auteurs et de la propriété intellectuelle ;
- droit à la santé et à la sécurité alimentaire ;
- droit à un logement décent, à l'eau potable et à l'énergie électrique ;
- droit à une protection spéciale pour les personnes du troisième âge et pour les personnes handicapées.

DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX, CULTURELS ET COLLECTIFS



2.3. DROITS COLLECTIFS

- Protection des droits et intérêts légitimes des Congolais en République Démocratique du Congo comme à l'étranger ;
- droit à la paix et à la sécurité ;
- droit à un environnement sain ;
- droit de jouir des richesses nationales ;
- droit de jouir du patrimoine commun de l'humanité.

NB.

- *Tous les droits ci-haut mentionnés s'exercent dans les limites des lois en vigueur. La liberté de la presse, par exemple, s'oppose au libellé diffamatoire et le droit à la propriété privée n'autorise pas le vol de la propriété d'autrui.*
- *Les droits ne sont jamais absolus et ne doivent pas s'appliquer au détriment des droits d'autrui.*
- *Les lois édictées par les parlementaires qui sont les représentants du peuple ainsi que les structures de la justice mises en place pour veiller à leur application contribuent à l'instauration d'un Etat de droit.*

2.4. DEVOIRS DU CITOYEN

- Nul n'est censé ignorer la loi ;
- tout Congolais est tenu de connaître et de respecter la Constitution et de se conformer aux lois de la République ;
- la Constitution impose à tout Congolais de défendre son pays et son intégrité territoriale face à une agression extérieure, de faire échec aux tentatives de coups d'Etat ;
- tout Congolais a l'obligation de s'acquitter de ses impôts et taxes ;
- tout Congolais a le devoir de respecter et de traiter ses concitoyens sans discrimination aucune et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de sauvegarder, de promouvoir et de renforcer l'unité nationale, le respect et la tolérance réciproque.

En outre, le projet de Constitution mentionne :

- Le travail est un devoir sacré pour chaque Congolais, contribuant ainsi à la construction et à la prospérité nationales ;
- le devoir des parents de prendre soin de leurs enfants, de veiller à leur éducation et d'assurer leurs protections contre tout acte de violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer ;
- le devoir des enfants d'assister leurs parents ;
- le devoir pour tous de protéger les enfants contre la pédophilie, les abus sexuels et l'accusation de sorcellerie.

2.5. DEVOIRS DE L'ETAT

L'Etat de droit est un contrat social entre l'Etat et ses citoyens. Les deux parties ont des droits et des devoirs réciproques. Ce qui signifie que l'Etat a aussi des devoirs à l'endroit des citoyens congolais.

LE CONTRAT SOCIAL



Quels sont les devoirs de l'Etat vis-à-vis des citoyens ?

- Eliminer toute forme de discrimination à l'endroit des femmes et prendre des mesures pour lutter contre toute forme de violence faite aux femmes ;
- garantir la mise en œuvre de la parité homme - femme dans les institutions nationales, provinciales et locales ;
- traiter comme crime contre l'humanité toute violence sexuelle infligée dans le but de déstabiliser une famille ou faire disparaître un peuple ;
- respecter et protéger la personne humaine ;
- garantir le droit à la propriété individuelle et collective ;
- garantir le droit à l'initiative privée, encourager l'activité commerciale, artisanale ;
- garantir le droit au travail, la protection contre le chômage et une rémunération équitable ;
- assurer une protection aux enfants en situation difficile ainsi qu'à la jeunesse ;
- rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit ;
- promouvoir et assurer le respect des droits de l'homme ;
- assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, de la

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;

- intégrer l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes de formation des forces armées et de l'ordre ;
- promouvoir la présence de la personne avec handicap dans les institutions publiques ;
- assurer et promouvoir la coexistence pacifique ;
- distribuer équitablement les richesses nationales ;
- punir par la loi le transit, l'enfouissement ou le commerce quelconque de produits toxiques, radioactifs ou tout autre polluant ;
- punir, par la loi, le pillage des biens privés et publics.

III. L'ORGANISATION ET L'EXERCICE DU POUVOIR

Le projet de Constitution apporte-t-il un changement majeur dans le mode de gouverner le pays ?

Après avoir vécu, au lendemain de l'indépendance de notre pays, un régime parlementaire consacré par la Loi Fondamentale du 19 mai 1960 et un régime présidentiel instauré d'abord par la Constitution du 1^{er} août 1964, et ensuite par celle du 24 juin 1967, le constituant de la 3^{ème} République a opté en faveur d'une voie médiane qui emprunte des mécanismes du régime parlementaire et du régime présidentiel tout en évitant les tares et les insuffisances de l'un ou de l'autre système de gouvernement.

Le projet de Constitution instaure un régime politique fondé sur la séparation et la collaboration des pouvoirs, sur le contrôle de l'exécutif par le législatif, et sur l'indépendance du pouvoir judiciaire

Par ce système de séparation de pouvoir, le Président de la République n'est-il pas dépouillé de toutes ses prérogatives ?

Non, la séparation des pouvoirs signifie que chaque Institution a ses prérogatives bien définies. Pour ce faire, aucune Institution ne peut interférer dans le fonctionnement de l'autre tout en maintenant la collaboration entre elles.

Quelles sont les institutions de la République ?

- Le Président de la République
- Le Parlement
- Le Gouvernement
- Les Cours et Tribunaux

3.1. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Quels sont ses attributs ?

- Il est le symbole de l'unité nationale.
- Il est le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Quels sont ses pouvoirs ?

- Le Président de la République assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.
- Il a le pouvoir de nomination :
 - Le Président de la République nomme le Premier ministre après consultation de la majorité parlementaire, mais, ne peut mettre fin à ses fonctions que si le Premier ministre lui présente la démission de son Gouvernement.
 - Il nomme les autres membres du Gouvernement et les relève, le cas échéant, de leurs fonctions sur proposition du Premier ministre.
 - Il nomme, relève de leurs fonctions, et le cas échéant, révoque sur proposition du Gouvernement délibérée en Conseil des ministres les hauts fonctionnaires civils et militaires, ainsi que les mandataires publics.
 - Il nomme, relève de leurs fonctions et, le cas échéant, révoque par ordonnance les magistrats du siège et du Parquet sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature.
- Il investit les Gouverneurs et Vice - Gouverneurs de province élus par les Assemblées provinciales.
- Il est le commandant suprême des Forces armées. A ce titre, il déclare la guerre, sur autorisation du Parlement et proclame l'état d'urgence ou l'état de siège.
- Il préside les Conseils des ministres .
- Il accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des Etats étrangers et des organisations internationales.
- Il exerce le droit de grâce. A cet effet, il peut remettre, commuer ou réduire les peines.

- Il statue par voie d'ordonnance.
- Les ordonnances prises par le Président de la République sont contresignées par le Premier ministre, à l'exception de celles relatives à :
 - la nomination du Premier ministre ;
 - l'investiture des Gouverneurs et des Vice - Gouverneurs de province ;
 - la déclaration de guerre.

Comment le Président de la République est-il élu ?

- Le Président de la République, Chef de l'Etat, est élu au suffrage universel direct par le peuple pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.
- La circonscription électorale du Président de la République est le territoire national.
- Il est élu au scrutin majoritaire à deux tours. A défaut d'une majorité absolue au premier tour, seuls peuvent se présenter au second tour, les deux candidats arrivés en tête du scrutin.

3.2. LE GOUVERNEMENT

Quelle est la mission du Gouvernement ?

- Le Gouvernement est composé du Premier ministre qui en est le chef, des ministres, des Vice-ministres et, éventuellement, des Vice-premiers ministres, des ministres d'Etat et des ministres délégués.
- Le Gouvernement définit, en concertation avec le Président de la République, la politique de la Nation qu'il conduit.
- Le Gouvernement dispose de l'administration, des forces armées, de la police nationale et des services de sécurité.
- Le Premier ministre assure l'exécution de lois et dispose du pouvoir réglementaire, sous réserve des prérogatives dévolues au Président de la République.
- Le Premier ministre nomme aux emplois civils et militaires autres que ceux pourvus par le Président de la République.
- Le Premier ministre statue par voie de décret.
- Les ministres appliquent le programme gouvernemental. Ils

statuent par voie d'arrêté et contresignent, le cas échéant, les décrets du Premier ministre.

3.3. LE PARLEMENT

Qu'est-ce que le Parlement ?

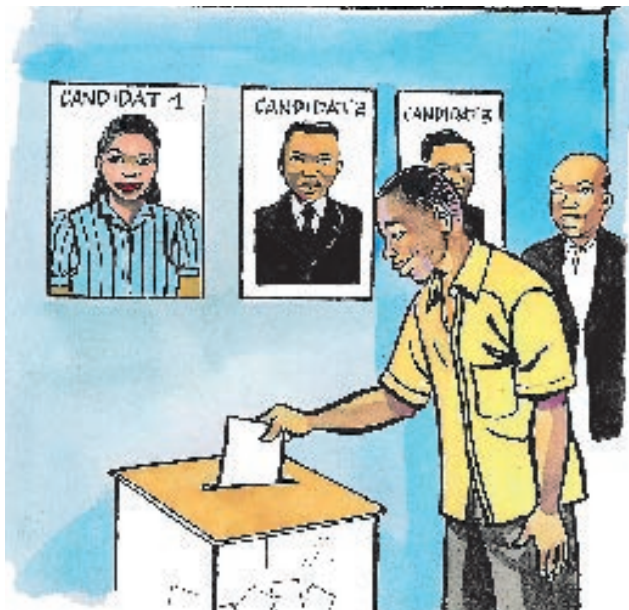
Le Parlement est l'organe où siègent les représentants du peuple au niveau national. Il est composé de deux chambres.

Quelles sont les chambres qui composent le Parlement ?

3.3.1. L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- Les membres de l'Assemblée nationale portent le titre de député national.
- Ils représentent la Nation c'est-à-dire ils défendent non seulement les seuls intérêts de leurs circonscriptions électorales mais et surtout les intérêts de toute la Nation.

LE PEUPLE ELIT SES REPRESENTANT(E)S



- Ils sont élus au suffrage universel direct et secret pour un mandat de cinq ans sur présentation des partis politiques ou des regroupements politiques.
- Ils peuvent aussi se présenter en indépendant.
- Ils sont élus avec deux suppléants.
- Ils sont rééligibles. (Le nombre de leur mandat n'est pas déterminé)

3.3.2. LE SÉNAT

- Les membres du Sénat portent le titre de Sénateur.
- Ils représentent les provinces, mais leur mandat est national.
- Ils sont élus au suffrage universel indirect et secret par les Assemblées provinciales pour un mandat de cinq ans sur présentation des partis politiques ou des regroupements politiques.
- Ils peuvent aussi se présenter en indépendant.
- Ils sont élus avec deux suppléants.
- Les anciens Présidents de la République élus sont de droit sénateurs à vie.

LES DEPUTES REPRESENTENT LES INTERETS DE LA NATION



Quelles sont ses attributions ?

Le Parlement vote les lois, contrôle le Gouvernement, les entreprises publiques, les services et établissements publics.

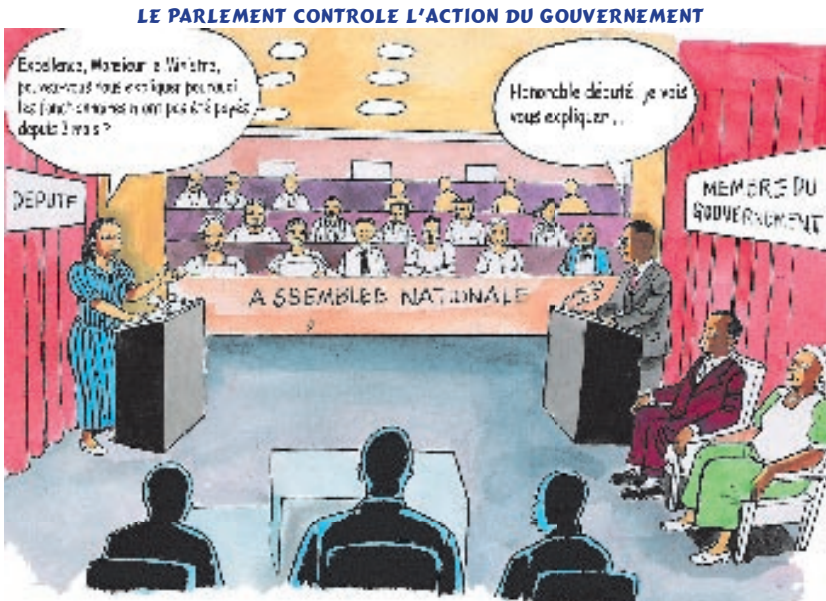
3.3.3. RAPPORTS ENTRE LE LÉGISLATIF ET L'EXÉCUTIF

Sur quels points s'établissent ces rapports ?

Les rapports entre l'Exécutif et le Législatif reposent sur la collaboration dans l'exercice de la fonction législative et le contrôle du Gouvernement par le Parlement.

La collaboration dans l'exercice de la fonction législative

- Les parlementaires ont le pouvoir d'initier des lois par le dépôt de propositions ; le Gouvernement aussi, a l'initiative législative, par le dépôt des projets de lois.



- Chaque membre du Gouvernement a le droit de proposer des amendements aux textes en discussion sans cependant participer au vote.
- Les lois adoptées par le Parlement sont promulguées par le Chef de l'Etat afin de leur donner une force exécutoire.

Le contrôle du Gouvernement par le Parlement

- L'Assemblée nationale et le Sénat contrôlent le Gouvernement par les mécanismes suivants :
 - la question orale ou écrite avec ou sans débat non suivie de vote ;
 - la question d'actualité ;
 - l'interpellation ;
 - la Commission d'enquête ;
 - l'audition par les Commissions.
- Seule l'Assemblée nationale peut renverser le Gouvernement, par une motion de censure ou par un refus de son investiture, ou bien un membre du Gouvernement par une motion de défiance.

3.4. LE POUVOIR JUDICIAIRE

Le pouvoir judiciaire est dévolu aux tribunaux civils et militaires ainsi qu'aux parquets rattachés à ces juridictions.

En quoi le pouvoir judiciaire tel que prévu dans ce projet de Constitution est-il différent de ce qui existe jusqu'à ce jour?

Le pouvoir judiciaire est effectivement différent de ce qui existe par les aspects suivants :

- Le pouvoir judiciaire est réellement indépendant des autres pouvoirs, c'est - à- dire, il ne peut recevoir du législatif ni de l'exécutif aucune injonction ni aucun ordre dans sa manière de dire la loi.
- La justice est rendue sur l'ensemble du territoire national au nom du peuple.
- La Cour suprême de Justice est supprimée. Ses compétences ont été confiées à des nouveaux organes qui sont la Cour Constitutionnelle, la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat.

- La Cour de sûreté d'Etat est également supprimée.
- Il y a renforcement des pouvoirs du Conseil supérieur de la Magistrature.

En quoi se traduit l'indépendance de la magistrature ?

- Le Président de la République n'est plus le garant de la magistrature. Cet attribut est exercé par le Conseil supérieur de la magistrature.
- Le pouvoir législatif et exécutif ne peuvent plus interférer dans l'administration de la justice.
- Tout citoyen est soumis à la rigueur de la loi, y compris le Président de la République.
- Le juge, qui est inamovible, n'est désormais soumis qu'à l'autorité de la loi.

LE POUVOIR JUDICIAIRE EST INDEPENDANT



Quelles sont les attributions de ces nouvelles cours ?

- La Cour Constitutionnelle est compétente pour :
 - contrôler la conformité des lois et traités internationaux par rapport à la Constitution ;
 - arbitrer le contentieux des élections présidentielles, législatives et référendaires ;

- régler les conflits de compétences entre l'Etat et les Provinces, l'Exécutif et le Législatif, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ;
 - réprimer les infractions pénales commises par le Président de la République et le Premier ministre pendant l'exercice de leur fonction.
- La Cour de Cassation est au-dessus des cours et tribunaux civils et militaires.
 - Elle connaît des conflits, litiges, où sont impliquées les personnes physiques ou morales privées.
 - Elle réprime les infractions commises par les autorités exécutives, législatives, judiciaires, provinciales, à l'exception du Président de la République et du Premier ministre.
 - Le Conseil d'Etat est au-dessus des cours et tribunaux administratifs. Il est le juge des actes, règlements et décisions des autorités administratives centrales.

3.5. LES FINANCES PUBLIQUES

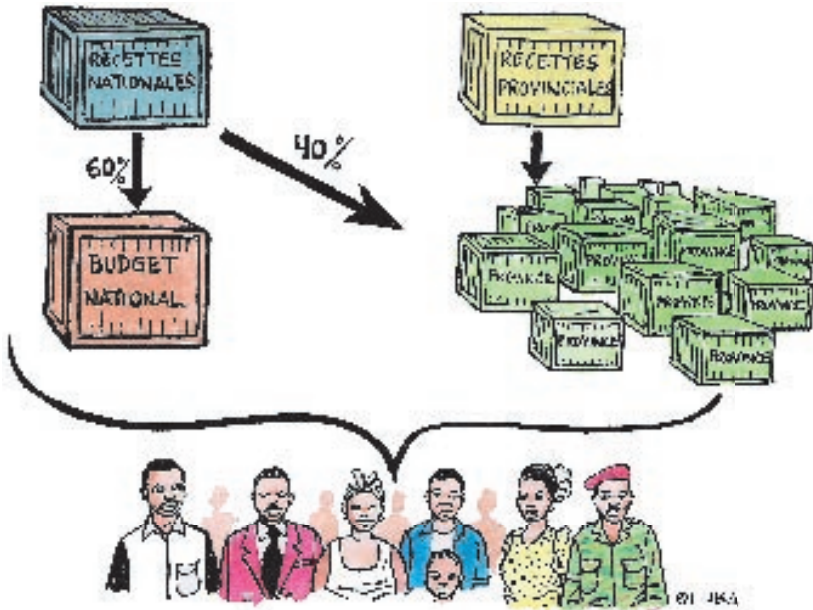
Comment les finances publiques seront-elles gérées, dans le cadre de l'autonomie de gestion accordée aux provinces ?

- Il est établi une distinction entre les finances du pouvoir central et celles des provinces.
- Les provinces disposent des ressources propres distinctes de celles de l'Etat.
- Elles élaborent et adoptent leur budget composé des recettes propres d'une part et de 40% des recettes à caractère national leur revenant.

*Quelle est l'unité monétaire de la République
Démocratique du Congo ?*

L'unité monétaire de la République Démocratique du Congo est le franc congolais.

LES FINANCES DU POUVOIR CENTRAL ET DES PROVINCES SONT DISTINCTES



3.5.1. LA BANQUE CENTRALE

- La Banque Centrale est la caissière de l'Etat.
- Le projet de Constitution proclame l'indépendance de la Banque Centrale et son autonomie de gestion.

Quelles sont les missions et les attributions de la Banque Centrale ?

- Garder les fonds publics ;
- sauvegarder et stabiliser la monnaie ;
- contrôler l'ensemble de l'activité bancaire ;
- être le conseil économique et financier du Gouvernement ;
- définir et mettre en œuvre la politique monétaire (ce rôle était joué autrefois par le Gouvernement).

3.5.2. LA COUR DES COMPTES

Pour la bonne gestion des ressources financières de l'Etat par les différents services, le projet de Constitution institue un organe de contrôle qu'est la Cour des comptes.

Quelle est la mission principale de la Cour des comptes ?

La Cour des comptes contrôle, dans les conditions fixées par la loi, la gestion des finances de l'Etat, des biens publics, les comptes des provinces, des entités territoriales décentralisées ainsi que des organismes publics.

De qui dépend la Cour des comptes ?

La Cour des comptes relève de l'Assemblée nationale qui est également une institution de contrôle.

3.5.3. LA CAISSE NATIONALE DE PÉRÉQUATION

Quelle est la mission de la Caisse nationale de péréquation ?

- Toutes les provinces ne disposent pas des mêmes ressources financières pour leur développement économique (projets et programmes d'investissements publics). Ainsi, en vue de corriger ce déséquilibre entre les provinces, le projet de Constitution prévoit la création d'un fonds de solidarité nationale appelée Caisse nationale de péréquation.
- Les ressources de cette caisse proviennent du dixième (1/10^{ème}) des recettes du budget national.

3.6. LA POLICE NATIONALE ET LES FORCES ARMÉES

3.6.1. LA POLICE NATIONALE

- La police nationale est chargée de la sécurité publique, des personnes et de leurs biens ainsi que de la protection rapprochée des hautes autorités.

- La police est nationale et apolitique.
- Nul ne peut la détourner à ses fins propres.
- La police nationale est soumise à l'autorité civile locale et est placée sous la responsabilité du Ministère qui a les affaires intérieures dans ses attributions.

UNE SEULE POLICE ASSURE LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS



3.6.2. LES FORCES ARMÉES

- Les forces armées ont pour mission de défendre l'intégrité du territoire national et les frontières. Dans les conditions fixées par la loi, elles participent, en temps de paix, au développement économique, social et culturel ainsi qu'à la protection des personnes et de leurs biens.
- Les forces armées sont républicaines.
- Nul ne peut, sous peine de haute trahison, les détourner à ses fins propres.

- Elles sont apolitiques et soumises à l'autorité civile.
- Elles relèvent du Conseil supérieur de la défense.

UNE SEULE ARMÉE PROTEGE L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE



3.7. LES PROVINCES

Quelle est la caractéristique des provinces ?

Les provinces sont caractérisées par la libre administration. Celle-ci se traduit par :

- la possession de la personnalité juridique ;
- l'existence de l'autorité provinciale propre par la mise en place des Assemblées provinciales et des exécutifs provinciaux dont les membres sont élus directement (députés provinciaux) et indirectement (Gouverneurs et Vice - Gouverneurs de province) par les populations provinciales, sans aucune immixtion ni ingérence du pouvoir central ;

- l'autonomie de gestion des ressources économiques, financières et techniques. Cela veut dire que chaque province :
 - dispose des moyens propres distincts de ceux de l'Etat ;
 - élabore et adopte son budget composé des recettes propres d'une part, et de 40% des recettes à caractère national lui revenant, d'autre part.

Quelles sont les institutions des provinces ?

3.7.1. L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

- L'Assemblée provinciale est l'organe délibérant de la province (qui vote les lois).
- Les membres de l'Assemblée provinciale portent le titre de député provincial.
- Les députés provinciaux sont élus au suffrage universel direct et secret ou cooptés pour un mandat de cinq (5) ans.
- Ils sont rééligibles.
- Le nombre des députés provinciaux cooptés ne peut dépasser le dixième des membres qui composent l'Assemblée provinciale.

3.7.2. LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Qui composent le Gouvernement provincial ?

- Le Gouvernement provincial est composé d'un Gouverneur, d'un Vice – Gouverneur et des ministres provinciaux.
- Le Gouverneur et le Vice – Gouverneur sont élus par les députés provinciaux au sein ou en dehors de l'Assemblée provinciale.
- Ils sont investis par ordonnance du Président de la République.
- Les ministres provinciaux, eux, sont désignés par le Gouverneur au sein ou en dehors de l'Assemblée provinciale.
- Le nombre de ministres provinciaux ne peut dépasser dix (10).

3.7.3. LA CONFÉRENCE DES GOUVERNEURS DES PROVINCES

Quelle est la mission de la conférence des gouverneurs des provinces ?

- Cette conférence a pour mission d'émettre des avis et de formuler

des suggestions sur la politique à mener et sur la législation à édicter par la République.

- Elle est présidée par le Président de la République.

3.7.4. LA RÉPARTITION DES POUVOIRS ENTRE LE POUVOIR CENTRAL ET LES PROVINCES

*Dans la perspective de la libre administration,
quelles sont les compétences du pouvoir central,
des provinces et du domaine de collaboration ?*

Les compétences exclusives de l'Etat

Les plus importantes sont :

- les affaires étrangères ;
- la nationalité ;
- la sûreté extérieure ;
- la défense nationale ;
- la police nationale ;
- les finances de la République ;
- la fonction publique nationale ;
- la dette publique de la République ;
- la monnaie, émission de la monnaie et le pouvoir libératoire ;
- les douanes et les droits d'importation et d'exportation ;
- la planification nationale ;
- la recherche scientifique et technologique ;
- l'immigration, l'émigration, la délivrance des passeports et des visas ainsi que l'extradition.

Les compétences exclusives des provinces

Les plus importantes sont :

- le plan d'aménagement de la province ;
- la coopération inter-provinciale ;
- les finances publiques provinciales ;
- les travaux et marchés publics d'intérêts provinciaux et locaux ;
- la fonction publique provinciale ;
- la dette publique provinciale ;
- l'exécution du droit coutumier ;

- les impôts, les taxes, les droits provinciaux et locaux dont l'impôt foncier, l'impôt sur les revenus locatifs et l'impôt sur les véhicules.

Les compétences concurrentes du pouvoir central et des provinces (compétences partagées)

Les plus importantes sont :

- la mise en œuvre des mécanismes de promotion et de sauvegarde des droits humains et des libertés fondamentales prévus dans la Constitution ;
- les droits civils et coutumiers ;
- la vie culturelle et sportive ;
- les institutions médicales et philanthropiques ;
- les calamités naturelles ;
- la presse, la radio, la télévision et l'industrie cinématographique ;
- la protection civile ;
- le tourisme ;
- la protection de groupes de personnes vulnérables.

IV. LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Qu'est-ce que le Conseil économique et social ?

Le Conseil économique et social est un organe consultatif du Chef de l'Etat, du Parlement et du Gouvernement.

Quelle est la mission dévolue à ce Conseil ?

Le Conseil économique et social donne des avis sur des questions importantes de la vie nationale en matière économique et sociale.

V. LES INSTITUTIONS D'APPUI A LA DEMOCRATIE

Le projet de Constitution a-t-il reconduit les cinq institutions d'appui à la démocratie ?

- Non, le projet de Constitution ne reconduit pas les cinq institutions d'appui à la démocratie. Cependant, il crée deux institutions qui sont :
 - la Commission électorale nationale indépendante ;
 - le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication.
- Toutefois, le Parlement issu des élections pourra, par une loi organique, s'il échet, instituer d'autres institutions d'appui à la démocratie.

VI. LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

Qui a l'initiative de la révision constitutionnelle ?

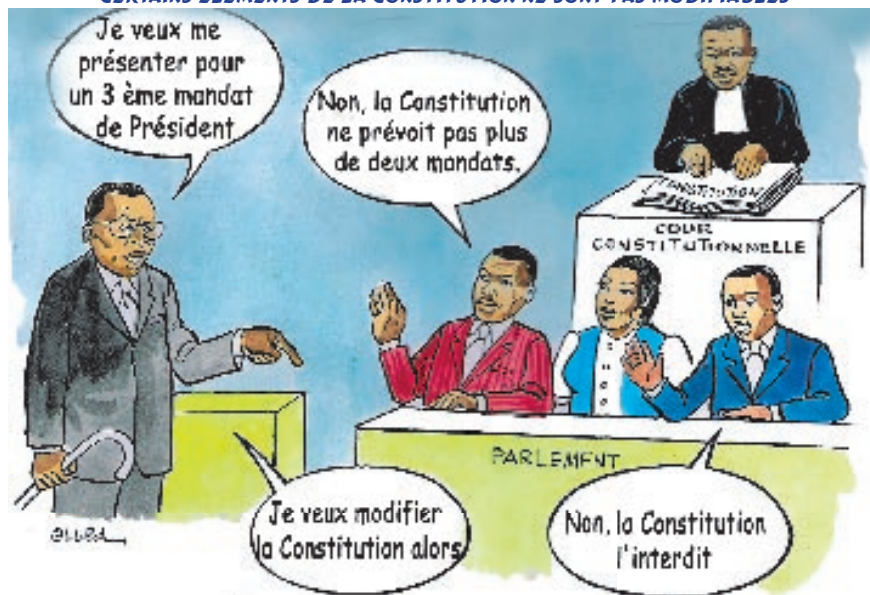
- L'initiative de la révision constitutionnelle appartient concurremment :
 - au Président de la République ;
 - au Gouvernement, après délibération au conseil des ministres ;
 - à chacune des chambres du Parlement à l'initiative de la moitié de ses membres ;
 - à une fraction du peuple congolais, en l'occurrence 100.000 personnes s'exprimant par une pétition adressée à l'une des deux chambres.
- Chacune de ces initiatives est soumise à l'Assemblée nationale et au Sénat qui décide à la majorité absolue de chaque chambre du bien fondé de cette initiative.
- La révision n'est définitive que si le projet, la proposition ou la pétition est approuvée par référendum.
- Toutefois, le projet, la proposition ou la pétition n'est pas soumis au référendum lorsque l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en congrès l'approuvent à la majorité des trois cinquièmes des membres les composant.

Dans quelles circonstances la Constitution ne doit pas être révisée ?

- Aucune révision ne peut intervenir :
 - pendant l'état de guerre, l'état d'urgence, l'état de siège;
 - pendant l'intérim à la présidence de la République et;
 - lorsque l'Assemblée nationale et le Sénat se trouvent empêchés de se réunir librement.
- Aucune révision ne peut intervenir sur :
 - la forme républicaine de l'Etat;
 - le principe du suffrage universel;

- la forme représentative du gouvernement;
 - le nombre et la durée du mandat du Président de la République;
 - l'indépendance du pouvoir judiciaire;
 - le pluralisme politique et syndical.
- Aucune révision ne peut intervenir pour effet de réduire :
 - les droits et libertés de la personne;
 - les prérogatives des provinces et des entités territoriales décentralisées.

CERTAINS ELEMENTS DE LA CONSTITUTION NE SONT PAS MODIFIABLES



VII. LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Qu'est-ce que les dispositions transitoires ?

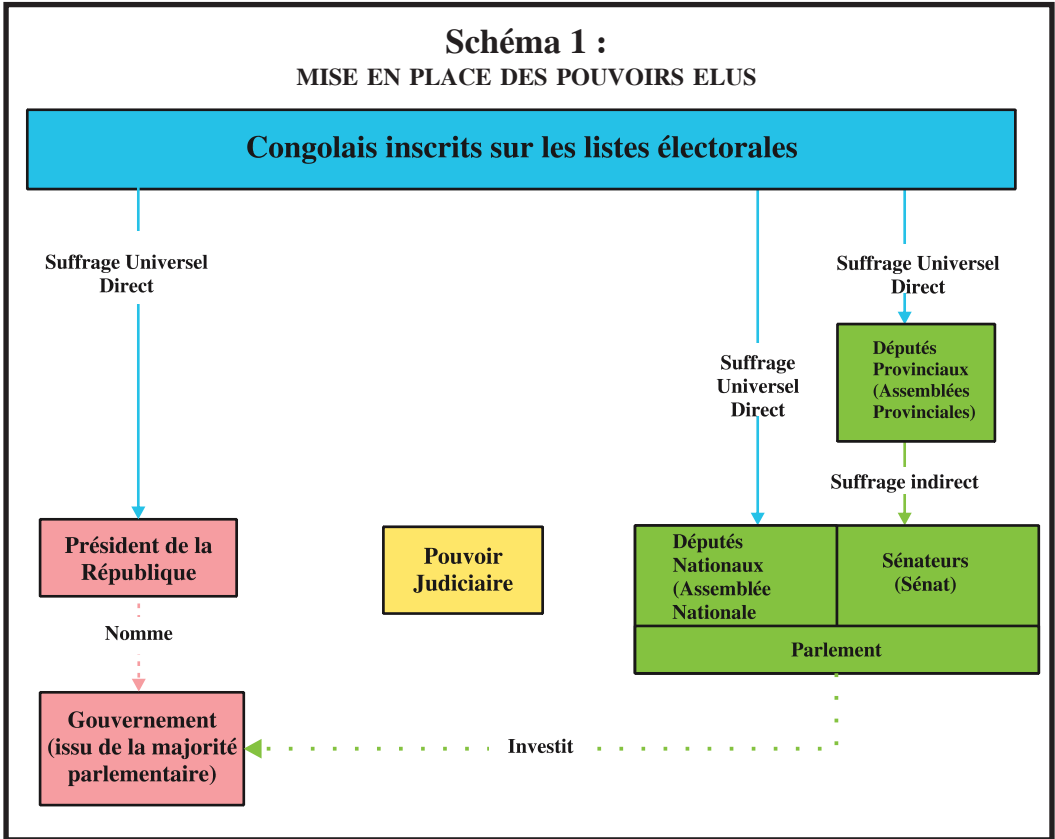
Ces sont des dispositions provisoires contenues dans la Constitution et dont l'application est limitée dans le temps.

Quelles sont ces dispositions transitoires ?

- Les textes législatifs et réglementaires en vigueur restent maintenus jusqu'à leur abrogation ou modification.
- Les institutions politiques de la transition restent en fonction jusqu'à l'installation effective des institutions correspondantes prévues par le projet de Constitution et exercent leurs attributions conformément à la Constitution de la transition.
- Les institutions d'appui à la démocratie sont dissoutes dès l'installation du nouveau Parlement.
- Le maintien de la Cour suprême de justice en attendant l'installation de la Cour Constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat.

ANNEXE

Schéma 1 :
MISE EN PLACE DES POUVOIRS ELUS



Légende

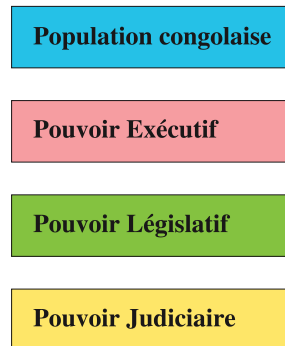


Schéma 2 : LE POUVOIR PROVINCIAL

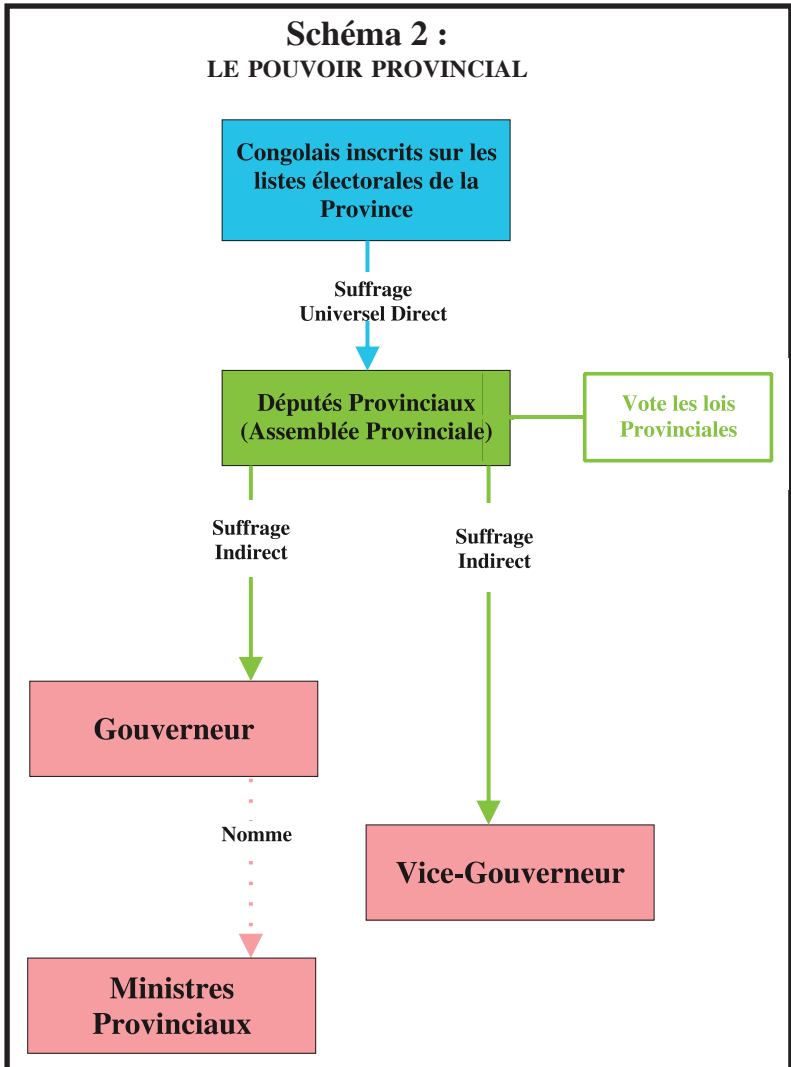
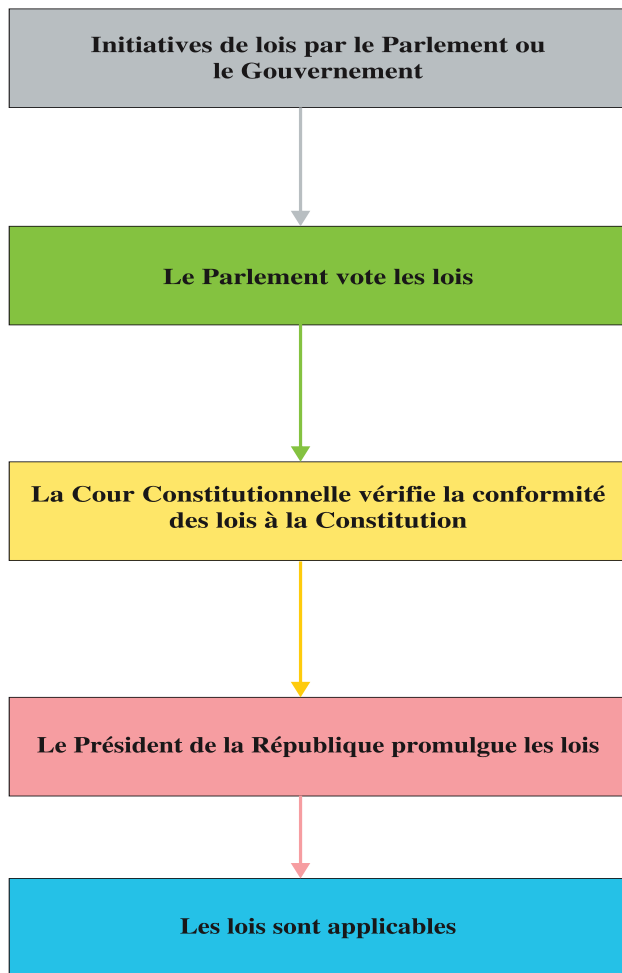


Schéma 3 : LES LOIS



LEXIQUE

Arrêté : acte (texte) par lequel le Ministre décide.

Caisse nationale de péréquation : caisse de solidarité créée en vue de corriger le déséquilibre de développement qui existe entre les provinces et entre les autres entités territoriales décentralisées.

Circonscription électorale : cadre territorial dans lequel sont élus les représentants.

Conseil Economique et Social : institution consultative dont la mission est d'éclairer le Président de la République, l'Assemblée nationale, le Sénat et le Gouvernement par des avis dans le domaine économique et social.

Constitution : loi suprême d'un pays. On l'appelle aussi «loi fondamentale » parce que c'est d'elle que toutes les lois tirent leurs substances.

Cooptation : désignation d'un membre d'un organe par les membres qui en font déjà partie.

Cour des comptes : organe relevant de l'Assemblée nationale et qui a pour mission de contrôler la gestion des finances de l'Etat, des biens publics, des comptes de provinces, des entités territoriales décentralisées ainsi que des organismes publics.

Discrimination : action de traiter différemment certains individus ou groupes par rapport à d'autres.

Décret : acte (texte) par lequel le Premier Ministre décide.

Etat de droit : Etat qui, dans son organisation, son fonctionnement et ses rapports avec les citoyens est soumis aux droits.

Etat d'urgence : régime d'exception qui limite l'exercice des libertés et renforce le pouvoir de l'autorité administrative en cas de trouble grave.

Etat de siège : régime d'exception qui transfère à l'autorité militaire le maintien de l'ordre public en cas de trouble grave.

Etat unitaire: Etat dans lequel toutes les institutions procèdent d'un

seul centre de décision qui est le pouvoir central qui exerce la totalité des compétences étatique sans aucun partage possible.

Etat fédéral : Etat dans lequel le centre de décision ne procède pas uniquement de l'Etat fédéral mais aussi des Etats fédérés.

Gouvernance : manière de gérer et d'administrer.

Finances publiques : état (situation) des recettes et des dépenses de l'Etat ou des collectivités publiques.

Forces armées républicaines (mot républicain) : une armée au service de la nation toute entière.

Imprescriptible : qui ne peut être effacé par le temps.

Institution : organisation établie par la loi ou la coutume.

Institution philanthropique : organisme qui cherche à aider de manière désintéressée et sans rechercher le profit.

Interférer : intervenir dans un domaine qui n'est pas le sien.

Juridictionnel : qui relève d'une cour ou d'un tribunal.

Loi organique : loi particulière votée par le Parlement pour compléter et préciser certaines dispositions de la Constitution.

Majorité parlementaire : se dit d'un parti ou d'une coalition qui possède plus de la moitié des sièges à l'Assemblée nationale.

Ministre d'Etat : titre accordé à un ministre en raison de son poids politique ou de l'importance des fonctions qui lui sont confiées.

Ministre délégué : gère un département ministériel rattaché au Premier ministre ou à un ministre.

Ordonnance : acte (texte) par lequel le Président décide.

Parité : à part égale entre les hommes et les femmes.

Parlement : institution composée de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Pédophilie : le fait d'avoir une attirance sexuelle pour les enfants.

Péréquation : réajustement des déséquilibres entre les entités.

Personnalité juridique : le fait pour une personne ou un groupement d'avoir des droits propres et être soumis à des obligations.

Pétition : écrit adressé par une ou plusieurs personnes à une autorité publique pour exprimer une opinion, une plainte ou une demande.

Pluralisme politique : reconnaissance de la multiplicité des partis politiques.

Pouvoir exécutif : pouvoir qui est chargé de veiller à l'exécution des lois et règlements ; il est représenté par le Président de la République et le Gouvernement.

Pouvoir Législatif : pouvoir qui est chargé de voter les lois et de contrôler le Gouvernement ; il est représenté par le Parlement.

Pouvoir Judiciaire : ensemble des cours et tribunaux chargés de rendre la justice sur l'étendue du territoire nationale.

Prérogative : attribution ou privilège attaché à certaine fonction.

Présumé : supposé, estimé.

Protection civile : ensemble des mesures pour protéger et sécuriser la population civile.

Projet de loi : texte de loi présenté par le Gouvernement.

Proposition de loi : texte de loi présenté par les parlementaires.

Rééligible : qui peut être élu de nouveau.

Référendum : mode de votation par lequel les citoyens se prononcent directement par « oui » ou « non » un texte de loi.

Régime : forme d'organisation politique de l'Etat.

Régime parlementaire : régime dans lequel le Gouvernement est responsable devant le Parlement.

Régime présidentiel : régime dans lequel le pouvoir exécutif est concentré entre les mains du Président de la République.

Révision Constitutionnelle : modification de la Constitution.

Sacré : digne d'un respect absolu qui ne doit pas être violé.

Scrutin : ensemble des opérations qui constituent un vote.

Mode de scrutin : technique utilisée pour départager les candidats à une élection donnée

Scrutin majoritaire à deux tours : consiste à déclarer élu le candidat qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. A défaut de cette majorité, il est procédé à un second tour où est déclaré élu le candidat qui aura obtenu le plus grand nombre des suffrages.

S'il échet : si besoin est.

Souveraineté : pouvoir de commandement suprême qui appartient à la nation.

Suffrage : vote.

Suffrage universel : système dans lequel tous les citoyens peuvent participer au vote.

Suffrage direct : système dans lequel l'électeur vote lui-même pour le candidat, et cela sans intermédiaire.

Suffrage indirect : système dans lequel le candidat est élu par un collège électoral qui est lui même élu par les citoyens.

Suppléant : remplaçant.

